

ESSAI

— SUR LA —

LÉGISLATION DES GUERRES FÉODALES

D'APRÈS LES TEXTES COUTUMIERS ET LES ACTES

DU XIII^e ET DU XIV^e SIÈCLE

PAR

ÉMILE MAUPAS

Inexactitude de l'expression *guerres privées*. — Son origine. — Les guerres des possesseurs de fiefs doivent s'appeler *guerres féodales*. — Origines des guerres féodales. — Droit de représailles germain. — Solidarité de la famille germaine. — Le *vergeld* ou *faida*. — Ce droit de représailles, en s'agrandissant et s'adaptant à une nouvelle organisation sociale, devient la guerre féodale. — Caractère judiciaire des guerres féodales. — Garanties insuffisantes des cours féodales. — Amour inné de la race pour les combats. — Mœurs et éducation toutes guerrières. — Le service militaire devenu la première obligation sociale. — Les habitations sont transformées en forteresses. — La guerre devient l'état habituel et normal de la société. — Grandes expéditions du onzième siècle.

I

Le droit de guerre appartenait exclusivement aux gentils-hommes. — Les débats entre roturiers devaient se vider de-

vant les tribunaux. — Le roturier et le gentilhomme ne pouvaient guerroyer l'un contre l'autre. — Le suzerain pouvait contraindre ses vassaux en guerre à faire la paix. — Le pouvoir royal imposa souvent une paix générale dans tout le royaume. — Le clergé usa du droit de guerre. — Pierre Damien blâma vivement cet abus. — Deux gentilshommes, frères de père et de mère, ne pouvaient se faire la guerre. — Le droit de guerre n'était pas absolument le même dans chaque province. — La guerre se déclarait pour toutes espèces d'injures et d'offenses. — Elle se faisait au sujet de contestations civiles.

II

La guerre s'ouvrait par parole ou par fait. — Dans le premier cas on défait son adversaire. — Le défi devait précéder toute voie de fait. — Un délai était placé entre le défi et l'ouverture des hostilités. — Il varia de 8 à 15 jours. — Les parents des chefs avaient 40 jours de répit après l'ouverture de la guerre. — Le défi se faisait ou par héraut ou par lettre. — La guerre ouverte par fait se poursuivait sans délai.

III

Persistance des usages germains dans les guerres féodales : tous les parents des deux partis étaient compris dans la lutte. — La parenté se calculait d'après la manière canonique : d'abord on remontait jusqu'au septième degré ; plus tard on s'arrêta au quatrième degré. — Le parent au même degré de chacun des chefs n'était pas compris dans la guerre. — Les parents ne pouvaient être attaqués que 40 jours après l'ouverture des hostilités. *Quarantaine le roi*. — L'infraction de la quarantaine était crime de haute trahison. — La poursuite en appartenait aux hauts justiciers. — On pouvait se faire déclarer neutre en reniant ses parents en guerre et requérant assurément de la partie adverse. — Les mercenaires ne pou-

vaient plus être attaqués après l'expiration de leur service. — Les prêtres, les religieux, les femmes, les mineurs, les bêtards, les pèlerins, les voyageurs à l'étranger étaient exceptés de la guerre. — Le vassal pouvait faire la guerre à son suzerain. Interprétation inexacte par Ducange d'un texte des Établissements de saint Louis.

IV

Trois moyens de mettre fin aux guerres. — *Paix, trêve, assurancement*. — Énumération inexacte de Beaumanoir reproduite par Ducange.

1° La paix était la conclusion de la guerre de l'assentiment des deux parties. — Les traités de paix entre les chefs comprenaient *a priori* tous leurs parents. — Ceux-ci cependant pouvaient refuser de les accepter, en ayant soin de notifier leur refus. — La paix une fois acceptée ne pouvait plus être rejetée sans délit d'infraction de paix. — Elle se faisait par *fait et par paroles*, par *fait sans paroles*, enfin par *paroles sans fait*. — Les seigneurs dominants pouvaient imposer la paix à leurs vassaux. — L'infraction de paix était crime capital.

2° La trêve était une suspension d'armes à terme limité. — Sa durée variait suivant les conventions. — La trêve se concluait, ou par simple accord devant des amis, ou par jugement des tribunaux, ou par ordre du suzerain. — Les rois imposèrent souvent des trêves à tous les nobles du royaume pendant leurs propres guerres. — Les roturiers ne pouvaient conclure de trêves. — Le bris de trêve était crime capital. — La connaissance en appartenait aux hauts justiciers.

3° L'assurancement était une promesse, faite devant un juge, de vivre désormais en paix avec telle personne et sa famille. — Importance de ce contrat. — Il appartient particulièrement à la législation féodale. — Il est unilatéral. — Erreur de Ducange. — Assurancements doubles. — Assurancement des nobles : devait être requis par une des parties. — Assurancement

des roturiers : pouvait être imposé d'office. — On ne pouvait refuser de donner assurement. — Le bannissement et la confiscation des biens s'encouraient pour refus d'assurement. — L'assurement avait une durée illimitée. — Il donnait sûreté pour soi et les siens, contre son adversaire et les siens. — L'assurant était responsable de toutes les infractions. — Il pouvait excepter les bâtards, les bannis et ceux qui étaient à l'étranger. — On ne pouvait revenir sur des exceptions non faites à temps. — L'assurement requis après un meurtre se demandait au plus proche parent du défunt. — Le seigneur devait assurer son vassal qui l'en requérait. — Les clercs tout en pouvant s'assurer en cour laïque n'étaient pas tenus d'y assurer les autres. — Une ville, une communauté civile quelconque pouvaient se faire assurer en corps. — L'assurement se donnait devant le haut justicier. — La rupture d'assurement lui appartenait aussi. — Cette infraction était crime capital. — Parallèle et différences de la paix, de la trêve et de l'assurement.

V

Le premier acte royal concernant les guerres féodales appartient à Philippe Auguste. — Ce prince est le fondateur de la quarantaine le roi. — Erreur de Ducange et de Bouteiller. — Nous n'avons plus l'ordonnance de Philippe Auguste. — Saint Louis la renouvela. — Son ordonnance est également perdue : nous n'en connaissons pas la date. — Erreur de Laurière. — Louis IX fit probablement une défense absolue des guerres féodales. — Ordonnance de 1257. — Importance des ordonnances du règne de Philippe le Bel et spécialement de l'ordonnance de 1305. — Elle prohibe absolument les guerres féodales. — Louis le Hutin est forcé de reconnaître aux nobles le droit de guerre. — Lui et ses successeurs dans leurs diverses ordonnances se contentent de restreindre et de régler cet usage. — Le roi Jean les imitant d'a-

bord ne défend les guerres féodales que durant ses propres guerres ; puis dans son ordonnance de 1561 il en décrète une prohibition absolue. — Ce nouvel acte n'eut pas plus de succès que la belle ordonnance de Philippe le Bel et Charles V se contenta d'interdire les guerres féodales pendant la durée de ses guerres avec le roi d'Angleterre. — Erreur probable de Ducange. — Les guerres féodales suivant Philippe de Mai-zières sévissaient encore en Picardie avec la même violence que deux siècles auparavant. — Extrait du *Songe du vieil pèlerin*. — Nouveaux efforts de la royauté. — Ordonnance de 1413 avec défense absolue. — Liste chronologique des ordonnances sur les guerres féodales.

Chaque élève publiera les positions de sa thèse isolément et sous sa responsabilité personnelle.

(Règlement du 10 janvier 1860, art. 7.)

